

# L'INÉGALITÉ PAR L'ARGENT

PAR JEAN-CLAUDE COLLI



L'AIR DU  
TEMPS

Extrait de la publication

GALLIMARD









*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous les pays, y compris l'U.R.S.S.*

*© Éditions Gallimard, 1975.*

*« Car à celui qui a, il sera donné, et il sera dans la surabondance; mais à celui qui n'a pas, même ce qu'il a lui sera retiré. »*

Matthieu, XIII, 12.

*« C'est précisément parce que la force des choses tend toujours à détruire l'égalité que la force de la législation doit toujours tendre à la maintenir. »*

Jean-Jacques Rousseau  
*(Discours sur l'origine et les  
fondements de l'inégalité parmi  
les hommes.)*



PREMIÈRE PARTIE

*Qui gagne quoi?*



## CHAPITRE I

### *Leçon sur un fromage*

#### NOUS NOUS PARTAGEONS QUOI?

Les termes de croissance, de produit national, de production intérieure sont devenus, aujourd'hui, des mots usuels du vocabulaire. Il y a dix ans à peine, on ne les trouvait que dans les ouvrages spécialisés, ou dans la rubrique économique des journaux. On s'habitue aux nouveaux mots. Est-on sûr, pour autant, de posséder les choses?

Le produit national, réalité statistique et comptable, se présente la plupart du temps sous la forme schématique d'un « fromage », lequel permet de faire comprendre son importance et sa répartition. Il est le résultat de l'ensemble des activités et des productions de chacun de nous, qui apporte quotidiennement sa contribution à l'activité du pays. Théoriquement, tout est compris dans le fromage : les produits, les heures de travail, les gains en argent et les acquisitions en nature. En somme la vie, exprimée en termes de production.

Cette grandeur est comptable, c'est-à-dire exprimée uniquement en chiffres. Seuls les chiffres, on le sait, permettent d'additionner des pommes et des poires. Le langage des chiffres a naturellement de graves défauts... Mais en première approximation, il a une vertu irremplaçable : il est la première victoire contre l'ignorance, à l'abri de laquelle se sont toujours perpétrés les mauvais coups; les documents de la comptabilité nationale ont le mérite d'*exister*, et de donner aux Sociétés le

premier moyen de se connaître et de s'évaluer. Ces documents comptables ne suffisent pas — il s'en faut — à *fonder* en eux-mêmes tout le jugement. Mais sans eux, ou sans référence à eux, il n'y a plus d'opinion soutenable. La comptabilité a au moins une autre vertu : *elle rétablit le bon ordre dans la charge de la preuve*. La propagande ou la démagogie pouvaient dire n'importe quoi. Désormais, si la comptabilité dit une chose et qu'on en prétend une autre, c'est l'autre qu'il faut prouver.

Donnons donc, d'abord, la parole à la comptabilité. Sur notre ressource commune, notre production, notre fromage.

En ordre de grandeur, la France et les Français produisent actuellement, par an, une valeur globale de l'ordre de 1 300 milliards<sup>1</sup> de francs. Ce montant, le *produit national brut* (PNB), résulte de l'addition, en valeur, de tous les produits fabriqués (objets de consommation, outillage, produits agricoles, logement...) et de toutes les fonctions assurées (éducation, distribution et commerce, services financiers, administration...). Ils sont évalués chacun au *prix* auquel ils sont payés dans le marché, considéré comme la contrepartie normale de la valeur ou de l'utilité que tout le monde y attache. Ce PNB est le chiffre le plus global — et dans une certaine mesure le plus grossier — qui est utilisé dans les comparaisons internationales. Il est en effet assez général pour que son contenu ne diffère pas trop selon les pays (sauf l'URSS)<sup>2</sup> malgré les différences dans les méthodes de comptabilités nationales.

*La production intérieure brute*, ou PIB, s'obtient en excluant de la précédente les services assurés par les administrations et les institutions financières, qui ne sont pas comptés dans la « sphère productive » par le système actuel de comptabilité nationale. Ce deuxième chiffre global, ou « agrégé-

1. Le PNB varie naturellement selon les années, à raison à la fois de sa propre croissance et de la hausse des prix qui est forcément incluse dans les résultats chiffrés. Ces montants ont été successivement de l'ordre de 800 milliards en 1970, 900 en 1971, 1 000 en 1972, 1 150 en 1973 (cf. Annexe I).

2. Les chiffres de PNB de l'URSS ne sont pas exactement comparables aux autres car la comptabilité nationale soviétique ne retient qu'une conception restrictive de la production. Celle-ci n'inclut que les biens, auxquels ne sont ajoutés que les services définis comme « productifs ».

gat », fournit une évaluation plus serrée de la création de richesse matérielle. Il est en 1974 de l'ordre de 1 200 milliards.

Quant au troisième agrégat, le *revenu national*, il est l'ensemble des rémunérations auxquelles toute cette activité donne lieu. En somme, le PNB et la PIB traduisent le résultat chiffré du travail de tous, le revenu national exprime la somme des revenus de tous. En chiffres, il est très peu différent de la PIB, puisque tout ce qui est payé (sous forme de prix ou de salaires) est reçu par un partenaire, sous forme de revenu. Sauf, cependant, une correction : le rôle particulier de l'*État*. Celui-ci — et c'est son rôle — prélève des impôts indirects qui sont incorporés dans les prix, et donne des subventions répercutées dans les mêmes prix. En fait, comme on le sait, il restitue beaucoup moins qu'il ne reçoit. Le revenu national est donc inférieur à la PIB. Il est de l'ordre de 1 000 milliards en 1974.

Telles sont les principales manières d'encadrer le volume actuel de notre vie, de notre travail, de nos résultats. Tous ces ordres de grandeur sont des références indispensables. Elles ne sont, encore une fois, pas irréprochables. *Mais elles sont.*

Reste à caractériser d'un trait ce qui constitue précisément notre *ressource commune*, ce qui est à notre disposition pour les divers emplois que nous avons à en faire. Cette ressource commune, à notre disposition, est la somme de nos produits français (la PIB) et de ceux que nous faisons venir de l'étranger pour compléter nos richesses (importations). En chiffres, cela tourne toujours autour du même ordre de grandeur que les résultats les plus globaux, 1 400 milliards environ en 1974.

Ces 1 400 milliards se retrouveront naturellement *employés* à des fins diverses : la consommation, l'investissement (80 % à eux deux) et, pour les 20 % restants, diverses opérations secondaires (variations de stocks, exportations de biens et de services).

Tels sont les moyens élémentaires pour savoir de quoi on parle.

Fin de la première leçon.

\*

Ces chiffres et ces ordres de grandeur ne font qu'enfermer la silhouette de notre espace économique et social. Mais l'intérêt — et les difficultés — commencent lorsqu'on cherche à y pénétrer pour en reconnaître le tissu, la biologie et la signification. Ce grand corps de 1 400 milliards est en effet un ensemble vivant qui grouille de personnes, de catégories, de décisions et de combats. Toute cette activité, tous ces échanges et tous ces transferts ne sont, au fond, autre chose que l'addition de toutes nos vies quotidiennes, exprimées en valeur (c'est-à-dire en termes d'argent) et à travers la multitude de canaux qu'irrigue notre société : individus, ménages, entreprises, administrations, banques, commerces, loisirs, luttes syndicales, profits, bonnes et mauvaises surprises de la vie personnelle et professionnelle...

Avant d'entrer dans ce labyrinthe et de juger, tous comptes faits, qui gagne et qui perd à cet écheveau de jeux complexes, il n'est pas inutile de se tracer pour soi-même un premier schéma (Cf. Annexe II). Celui-ci est esquissé à partir de la « Dépense nationale », du même ordre de grandeur elle aussi et qui regroupe l'ensemble des dépenses selon leur destination (consommation et investissements cumulés). Il reste naturellement très approximatif, mais il permet en tout cas de se représenter à quoi nous dépensons — ou on nous fait dépenser — notre argent. Et c'est cela, aussi, qui donne à une société son caractère.

Dès le premier coup d'œil, on vérifie que nous sommes dans une société de consommation et une économie de marché :

1. Dans ce fracas général de dépense, près de 62 % vont à la *satisfaction de besoins essentiellement privés* : se nourrir, s'habiller, se procurer de quoi améliorer son niveau de vie quotidien (29,2 %); s'acheter des objets industriels qui durent et s'assurer une foule de « services » que l'environnement propose (information, conseil, services divers, restaurants, spectacles... 18 %); investir, enfin, ce qui est essentiellement,

à ce stade, la fonction des entreprises, lesquelles travaillent pour fournir ce que chacun demande (14,3 %). Cela montre, au passage, l'importance du *revenu* dans la capacité de vie ou de réalisation de soi, dans une telle société. Il mesure le pouvoir de dépense. Il traduit, aussi, la forte dose de liberté dans le système, car aucun dogme ne limite la conquête du revenu. Restera à savoir quelle dose de justice peut sécréter une telle liberté...

2. Mais un certain nombre d'autres besoins — à vrai dire essentiels — réclament d'être couverts. A la différence des premiers, ils ont un caractère collectif plus marqué parce qu'ils concernent tout le monde ensemble et que, de ce fait, leur satisfaction est intimement liée à la vie même en collectivité; ce qui explique que l'État, les collectivités publiques et divers organismes para-publics sont conduits à y intervenir.

Pour couvrir ces besoins qui relèvent de la *fonction collective*, la France et les Français utilisent 38,5 % de leurs dépenses totales. Cette fonction collective se compose elle-même de deux parts inégales : les *besoins collectifs*, qui concernent directement les conditions de vie de chacun, en société; les « *besoins publics* » liés à la souveraineté nationale.

— Les besoins collectifs concrets se traduisent par :

L'ensemble des dépenses de *santé*, irriguées en quasi-totalité par les canaux collectifs de l'État et de la Sécurité sociale;

Les dépenses d'*éducation et de recherche*, où l'État exerce une responsabilité éminente (80 à 90 % des dépenses transitent par lui);

Celles du *logement et de l'habitation* presque entièrement confiées, en revanche, au secteur privé du marché;

Celles des *communications* sous toutes leurs formes (achats et fonctionnement des véhicules, télécommunications...) dont près des trois quarts sont affectés aux transports individuels (Cf. Annexe 1).

Ces quatre types de besoins constituent, ensemble, des

exigences collectives plus puissantes que jamais, du moins si l'on veut mériter le titre de société avancée, pour ceux qui y vivent. Bon an mal an, nous y consacrons le tiers de nos dépenses nationales. A en juger par les conditions de vie et d'environnement de beaucoup de Français, ce tiers n'est pas suffisant, ou mal employé. Car il joue très imparfaitement — on le verra — son beau rôle de réducteur d'inégalités sociales.

— Le reste de la dépense pour fonction collective — soit environ 5,6 % de la dépense nationale — va spécifiquement aux *besoins publics* de maintien de notre État, qui exerce en notre nom la souveraineté. Et cette dépense relève naturellement en totalité de la puissance publique (justice, administrations, ambassades à l'étranger, service de la dette publique, dépenses militaires...).

Les interactions complexes de ces divers flux de dépenses ne peuvent naturellement pas apparaître dans une présentation à ce point simplifiée. Et, à de nombreux stades, les dépenses finales de chacun peuvent être concernées par l'action des principaux instruments collectifs que tout le monde connaît (État, collectivités, Sécurité sociale). Au sein de cette dépense nationale d'ensemble, ils finissent par brasser plus de 40 % des flux qui parcourent ce pays en tous sens. Il faudra voir comment. Mais au bout de tous ces canaux complexes *il y a toujours, en fait, cette répartition finale de la dépense globale de la France et des Français.*

Telle est notre manière d'être et de vivre, en tant que société, à travers les dépenses qui cherchent à répondre à nos besoins. Ce tableau reste très schématique, mais il aide à circonscrire, dans l'océan des chiffres, les courants qui partagent notre flot d'argent. Le volume de son débit nous classe parmi les plus riches.

Mais sommes-nous, pour autant, parmi les meilleurs?

## L'ÉNIGME FRANÇAISE

La taille de la France, son économie, sa population et celles des très grandes puissances d'aujourd'hui sont, évidemment, incommensurables. Si notre PNB est égal à 100, celui des États-Unis est de 510 et celui de l'URSS de 200 (les chiffres de l'URSS, on l'a vu, ne sont pas exactement comparables). Mais elle peut se comparer aux pays qui jouent, dans l'économie mondiale, les « grands seconds rôles » : Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie. En chiffres absolus, le poids économique brut de la France la place après le Japon et l'Allemagne (respectivement 165 et 140), mais avant la Grande-Bretagne et l'Italie (57 et 53). Tous ont une superficie inférieure à la sienne. Mais une population généralement supérieure<sup>1</sup>.

Une idée approchée de la performance économique est donnée par le *rappor*t entre ce poids économique et la *population, ou PNB par habitant*. Dans ce domaine aussi, notre pays se classe honorablement : il fait mieux que la plupart de ses voisins européens, la Belgique, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, l'Italie et que le Japon lui-même. Les seuls pays au monde affichant un meilleur score sont évidemment les États-Unis (125 % du nôtre) et, pour des raisons diverses et à des niveaux divers, le Canada, la Suède, la Suisse, le Danemark et l'Allemagne.

Le produit intérieur global provient, en quantités variables, des divers *secteurs* d'activité économique. La France se signale là par l'importance relative de son agriculture, qui y contribue pour 6 % environ. C'est moins qu'en Italie (11 %), au Danemark et au Japon (de l'ordre de 9), et aux Pays-Bas (7). Mais

1. Respectivement 105, 64, 60 et 56 millions d'habitants contre 53. D'où les densités suivantes : France 95 hab./km<sup>2</sup>, Italie 190. Grande-Bretagne 235. Allemagne 255. Japon 285. Pays-Bas 360.

c'est plus que dans la plupart des autres pays industrialisés (Allemagne fédérale, États-Unis et Grande-Bretagne : de l'ordre de 3 à 3,5 %).

La croissance économique française est l'une des plus élevées depuis douze ans. Sur la période 1960-1972 en effet, le taux moyen annuel d'augmentation de son PNB est de 5,8 % d'après les comptes, légèrement supérieur à ceux de l'Italie ou des Pays-Bas (5,1 et 5,2), nettement plus élevé que ceux de l'Allemagne (4,5) ou des États-Unis (4,1) et surtout de la Grande-Bretagne qui stagne presque avec 2,7 %. Et, en complétant ce taux global de croissance par celui de la production industrielle dans la même période, on prend une vue plus exacte de l'évolution : là, l'allure française, de 6,1 %, est dépassée seulement par les Pays-Bas (7,3), et égalée par l'Italie. Le rythme d'accroissement de notre production industrielle surpasse en revanche l'Allemagne (5,5), la Belgique (4,8), les États-Unis (4,7) et, naturellement, la Grande-Bretagne (2,5).

Mais la *hausse des prix* français à la consommation, elle aussi, nous place dans le peloton de tête; durant la période 1960-1973, ils se sont élevés en moyenne de 4,5 % par an — comme en Italie et moins qu'en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas (environ 5) — mais beaucoup plus qu'en Belgique, en Allemagne, aux États-Unis (3,2 à 3,6)... Et on connaît l'envol de nos prix en 1974-75, dont la « crise pétrolière » n'explique, au mieux, que le tiers. À part la Grande-Bretagne et l'Italie, décidément malades, notre inflation de 15 % nous maintient parmi les champions malheureux de la course à l'instabilité : nos prix augmentent *deux fois plus vite* que ceux de l'Allemagne.

Ces quelques chiffres donnent, au total, une première image économique de la France : elle apparaît comme un membre moyen du club des pays très développés, plus agricole que la plupart d'entre eux, pourvue d'un très honnête revenu et poursuivant une croissance soutenue mais éprouvant des difficultés à discipliner sa hausse des prix. Une indication complète cette appréciation générale et lui donne sa signification. Elle signe tout jugement sur une économie car elle résulte de la confron-

tation concrète des économies entre elles : la *balance commerciale*. Celle-ci retrace ce qu'un pays peut vendre à l'étranger, et ce qu'il est contraint de lui acheter. L'économie de ces échanges internationaux est, naturellement, fonction de la dotation géologique de chacun (bénédiction souterraine que le pétrole, aujourd'hui!), mais on sait que nos voisins européens sont à peu près, sur ce chapitre, logés à la même enseigne, et il en est de même pour la plupart des matières premières, dont ils sont pratiquement dépourvus. La force commerciale de nos vieux pays, quand elle existe, est ailleurs : dans la technologie, l'invention, la « valeur ajoutée » par leurs talents dans les produits industriels qu'ils vendent. Ce qu'ils proposent au monde, en fait, c'est la valeur de leur civilisation technique et le travail de leurs nationaux.

A cette épreuve de vérité — et avant l'« explosion pétrolière », qui a tout bouleversé — nous confirmons un classement passable, mais apparemment sans rapport avec nos scores triomphaux au championnat de la croissance : en 1970-1972, quand nous importions 100, nous exportions entre 96 et 97 (taux de couverture des imports par les exports). Cela nous mettait dans la bonne moyenne des pays européens, mais plus près de la queue que de la tête. Le Danemark faisait moins bien que nous (85) avec l'Italie et la Grande-Bretagne (95 et 90). Mais la Belgique était à 100 et l'Allemagne — encore elle — caracolait à 115...

Ces éléments, rassemblés, provoquent une question : *comment se fait-il que notre croissance si remarquable — en chiffres — ne nous sorte pas de la moyenne au classement des prix et des échanges?*

Pour tenter d'y répondre, il faut aller plus loin : dans l'organisation de la société économique, et dans celle de la société tout court.

Il faut, en effet, éclairer cette apparente contradiction. On peut supposer soit que les deux « épreuves de vérité » (balance extérieure et prix) sont moins mauvaises qu'il n'y paraît... mais elles résultent d'une confrontation concrète avec les partenaires, étrangers et sociaux. Soit que les performances

comptables sont moins bonnes qu'il ne semble. En fait, il s'agit de préciser leur contenu et leur signification.

Pour cela, on peut emprunter deux principales directions de recherche : prolonger les chiffres globaux par diverses indications complémentaires; faire la critique des chiffres eux-mêmes.

En premier lieu, on peut compléter les chiffres globaux par quelques éléments significatifs, et d'abord ceux qui concernent l'emploi et l'activité des Français. On constate qu'ils sont — autant ou plus que d'autres — au travail : la population employée représente dans notre pays 40 % de la population totale (contre 42 % en Allemagne mais 35 % en Italie et 44 % en Grande-Bretagne). Les Français « actifs » travaillent plutôt plus que les autres : 43 heures par semaine environ contre moins de 43 heures en Allemagne et dans la plupart des pays avancés.

En dehors des crises conjoncturelles, le chômage est resté à un taux statistique modéré, mais touche pour près du tiers des jeunes de moins de 25 ans. Et en 1974-75, l'aggravation du marché de l'emploi reste, somme toute, inférieure à celle de nos voisins, par rapport à la population active.

Les Français produiraient-ils mal? Non, si l'on s'en rapporte à la « productivité horaire apparente du travail » qui mesure le rapport entre la valeur produite (valeur ajoutée non agricole) et le nombre d'heures de travail mises pour l'obtenir. Cette productivité s'accroît en moyenne, depuis quinze ans (1959-1974), au rythme annuel de 5,2 % (productivité globale); et de 6,4 % pour le seul secteur industriel. C'est un résultat égal aux meilleurs dans le monde.

Il faut donc chercher ailleurs l'explication de la divergence entre les résultats comptables et les performances réelles.

On peut, par exemple, penser que la France n'investit pas assez. Les chiffres montrent le contraire : l'investissement (ou formation brute du capital fixe) se monte, en effet, dans notre pays, à environ 28 % du produit national brut et détermine, d'ailleurs, l'amélioration remarquable de la productivité apparente. C'est moins qu'au Japon, engagé dans une dangereuse fièvre productive (37 %), mais c'est plus qu'en Allemagne ou



# L'INÉGALITÉ PAR L'ARGENT PAR JEAN-CLAUDE COLLI

Où va l'argent des Français ?

Chaque geste de la vie économique et sociale est un échange : d'argent, d'objets, de pouvoirs, d'avantages et de désavantages, de justice et d'injustice.

On sent bien qu'à travers cet innombrable circuit de comportements, de lois, de volontés et de passions, chacun ne reçoit pas exactement son dû, et que l'équité n'y retrouve pas son compte.

Mais il n'est pas aisé de le démontrer : la comptabilité est insuffisante, la fiscalité imparfaite, la statistique faillible...

Là-dessus les égoïsmes et les propagandes, chacun à leur niveau, achèvent de brouiller ce qui n'est déjà pas clair.

Or la république et la démocratie, en leur temps, sont nées d'une clarté, soudain jetée sur l'inégalité des droits. Qui peut prétendre sérieusement que, dans nos sociétés, le flux d'argent n'obscurcit pas aujourd'hui l'égalité des chances ?

La question est d'importance : pour chacun, parce qu'il a le droit de savoir qui gagne et qui perd, au bout du compte, au jeu de la Société; pour tous ensemble, car ce sont toujours des libertés mal employées qui ont fini par tuer les démocraties.



Jean-Claude Colli, inspecteur des Finances, est né à Nice le 11 mars 1933.

Licencié ès lettres classiques, licencié en philosophie, Institut d'Études politiques, École nationale d'Administration. Boursier de l'enseignement public.

Carrière au ministère des Finances (Inspection des Finances et Direction de la Comptabilité publique, 1960-1965) et au ministère de l'Industrie (Adjoint au Secrétaire général de l'Énergie, 1966-1971).

Rapporteur de plusieurs Commissions interministérielles.

Nommé Délégué aux Énergies nouvelles en 1975.

Président de la Commission de l'Économie et des Finances, membre de l'Exécutif du parti radical-socialiste depuis 1970.

Secrétaire national du mouvement réformateur en 1973.

